- Arrêt civil -

Audience publique du vingt-six avril deux mille douze

Numéro 37559 du rôle

Composition:

Carlo HEYARD, président de chambre,
Eliane EICHER, premier conseiller,
Marianne PUTZ, premier conseiller,
Lex BRAUN, greffier.

E n t r e

A, indépendant, demeurant à L-..., ...,

appelant aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Patrick KURDYBAN de Luxembourg du 16 mai 2011,

comparant par Maître Frédéric NOEL, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t

B, sans état connu, demeurant à B-..., ...,

intimé aux fins du susdit exploit KURDYBAN,

comparant par Maître Jamila KHELILI, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Par exploit d'huissier du 16 mai 2011, A, domicilié au Luxembourg, a relevé appel d'un jugement du 8 février 2011 rendu par défaut à son égard par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg et le condamnant à payer à B, domicilié en Belgique, la somme de 129.000 € avec les intérêts légaux à partir du 18 février 2010 jusqu'à solde.

Disant que le délai d'appel a expiré le 13 mai 2011, B conclut à l'irrecevabilité de l'appel pour être intervenu en dehors du délai.

Invoquant notamment l'article 1260 du nouveau code de procédure civile, A réplique que l'appel est recevable puisque le dernier jour pour interjeter appel a été le 16 mai 2011.

Les deux parties partent de l'hypothèse que le délai d'appel de 40 jours est à augmenter de 15 jours en raison du fait que B est domicilié en Belgique.

La question qui se pose en l'occurrence est de savoir si au regard des dispositions de l'article 573 du nouveau code de procédure civile le délai d'appel ne se limite pas à 40 jours et n'est pas à augmenter de 15 jours.

Au vœu de l'article 65 du nouveau code de procédure civile, il y a lieu d'ordonner la réouverture des débats pour permettre aux parties de débattre contradictoirement de cette question.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement, le magistrat de la mise en état entendu en son rapport,

ordonne la réouverture des débats pour permettre aux parties de débattre contradictoirement de la question de savoir si en vertu de l'article 573 du nouveau code de procédure civile le délai d'appel ne se limite pas à 40 jours et n'est pas à augmenter de 15 jours ;

renvoie l'affaire devant le magistrat chargé de la mise en état ;

réserve le surplus.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carlo HEYARD, président de chambre, en présence du greffier Lex BRAUN.